

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21/03/2024

Ordre du jour :

- APPROBATION DES COMPTES-RENDUS DU 14 DÉCEMBRE 2023, DU 30 DÉCEMBRE 2023, ET DU 27 JANVIER 2024
- ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF AU PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS
- PLAN DE FINANCEMENT MAISON HOURUGOU
- MAISON NABONNE : TOIT DE GASCOGNE
- VENTE À DOMOFRANCE DE LA PARCELLE AI 128
- FÊTES ET CÉRÉMONIES
- BUDGET COMMUNAL : REMBOURSEMENT PAR LE SIVOS DES CHARGES D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCOLE MATERNELLE
- OBJET : BUDGET ANNEXE RESTAURANT DU PARC : SIGNATURE D'AVENANTS RELATIFS AU RESTAURANT DU PARC
- AU COMITÉ DES FÊTES CHAUFFAGE
- PROJET D'INTÉGRATION DU BASSIN DU LOUTS AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU BASSIN AMONT DE L'ADOUR
- CONVENTION APGL : AMÉNAGEMENT D'UN PLATEAU SPORTIF SUR LA PLAINE DES SPORTS
- LA PARTICIPATION AUX COMMISSIONS CCLB
- GROUPEMENT D'ACHAT D'ÉNERGIES : ACHAT D'ÉNERGIES 2026-2028

Questions diverses :

- PRÉPARATION DU VOTE DES BUDGETS
- PERSONNEL COMMUNAL

Le 21 mars deux mille vingt-quatre, à 18h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Francine LAHORE, Joëlle PRÉCHACQ-LATREYTE, Marie-Anne SOMMESOUS, Marguerite VOGT.

Messieurs : André LANUSSE-CAZALÉ, Claude ARTIGUES, Anthony JEGOU, Pierre LABROSSE, Jean-Claude TUCOULOU.

Excusés : Claire LABAT, Chantal FERRANDO, Mikaël BERNADET

Absente : Julie SABRAN

Secrétaire de séance : Marguerite VOGT

1. APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE

Approbation du compte-rendu de la séance du 14 décembre 2023, du 30 décembre 2023, et du 27 janvier 2024.

2. OBJET : ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF AU PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers que la commune a lancé une consultation pour la réalisation d'un Plan Guide des Espaces Publics.

Il rappelle que la consultation a été lancée le 22 novembre 2023 et que cette dernière s'est faite en 2 temps : l'examen des dossiers de candidature et sélection (Phase n°1) puis réception des dossiers d'offre des candidats retenus en phase 1 (Phase n°2). Les candidatures étaient à envoyer avant vendredi 15 décembre, 12h. 8 entreprises ont candidaté. Conformément à l'article 3.5 du règlement de consultation, la Commune (accompagnée par le CAUE et la CCLB) devait dans les jours qui suivent la réception des dossiers de candidature, procéder à l'examen des dossiers, au classement des candidats et à la sélection de 3 opérateurs économiques. La réunion d'analyse des candidatures a eu lieu le jeudi 21 décembre à 10h à la mairie (avec le CAUE et la CCLB). La réunion d'analyse des offres des 3 entreprises retenues en phase 1 s'est ensuite déroulée le vendredi 09 février à 14h30 (avec le CAUE et la CCLB).

Anthony Jegou : Cela m'ennuie de voter maintenant, car nous n'avons pas une vue d'ensemble par rapport au vote du budget global. Quelles subventions avons-nous pour financer ce projet ?

André Lanusse-Cazalé : Aucunes, car ce n'est pas prévu pour cette année. Nous irons à la pêche aux subventions. Cependant il nous faudra prévoir un petit budget prévisionnel pour début 2025.

Francine Lahore : Je trouve que le diagnostic est trop cher, surtout que ce n'est qu'une étude. Il y aura ensuite les travaux à financer.

ALC : Nous analyserons le financement et attribuerons donc le marché lors du vote du budget au prochain conseil.

3. OBJET : PLAN DE FINANCEMENT MAISON HOURUGOU

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers qu'en 2022, la commune a fait l'acquisition d'un immeuble vacant en centre-bourg (2 Avenue des Martyrs de la Résistance - parcelle cadastrée section AH N°194). Ce dernier est composé d'un local commercial en rez-de-chaussée (ancienne pâtisserie fermée depuis une dizaine d'année) et d'un grand appartement de 129m² pour 4 chambres à l'étage. Cet immeuble est stratégique au regard du projet de revitalisation du territoire, tel que détaillé dans la convention cadre Petites Villes de Demain signée le 12 mai 2023.

Monsieur le Maire rappelle que la commune a décidé de procéder à des travaux de rénovation du logement communal. Le logement se situe à l'étage de l'ancienne pâtisserie. Les accès sont distincts. D'une surface de 129m², il se compose de quatre chambres, d'une salle d'eau, d'un WC séparé, d'une cuisine fermée, d'un salon et d'une véranda. Un garage fermé et une cour complètent également ce logement.

Monsieur le Maire rappelle qu'un audit énergétique a été réalisé en 2023. Ce dernier a permis de

mesurer la consommation énergétique annuelle du logement. Le logement est ainsi classé en étiquette « F ». L'audit énergétique et le rapport technique proposé par SOLIHA estiment qu'il s'agit bien d'une passoire énergétique. Au-delà de l'aspect énergétique, l'électricité n'est pas aux normes. De même, des travaux de rénovation de la plomberie sont nécessaires. La structure porteuse est en bon état, il n'y a pas d'humidité, et les menuiseries sont en double vitrage.

Le logement récemment acheté par la commune a fait l'objet de menus travaux réalisés en régie afin de sécuriser et d'améliorer le site. L'isolation du comble a été refaite récemment. De même, de modestes travaux de rénovation de la couverture ont permis de réparer une fuite (facture jointe au dossier et renseigné dans le plan de financement).

L'objectif de la commune est de réaliser une amélioration énergétique globale du logement, conformément aux différentes préconisations. Ainsi, pour réaliser un gain énergétique de 75% et atteindre l'étiquette « B », la commune souhaite réaliser les travaux suivants :

- Isolation du plancher bas (entre le logement et le local commercial),
- Remplacement du système de production d'eau chaude sanitaire électrique ancien par un chauffe-eau moins énergivore de 100L,
- Installation d'une VMC hygroréglable simple flux,
- Remplacement du système de chauffage, actuellement assuré par 2 inserts fermés, par une pompe à chaleur air/air,
- Création de murs séparatifs en bas de la cage d'escalier

Des travaux de rénovation de l'électricité et de plomberie sont également prévus.

Les travaux d'amélioration des revêtements (peintures notamment) sont assurés en régie (non comptabilisés dans le plan de financement).

La commune est actuellement en dialogue avec les services du Département des Pyrénées-Atlantiques afin de procéder au conventionnement social de ce logement.

Monsieur le Maire rappelle que des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de communes et ses communes membres.

Monsieur le Maire présente le plan de financement :

LOGEMENT COMMUNAL (MAISON HOURUGOU) - GARLIN				
DEPENSES		RECETTES		
POSTES	COUT HT	AIDES	HT	%
PLOMBERIE	1 171,40 €	Département 64	15 000,00 €	35,04%
ELECTRICITE	9 056,82 €	CCLB	4 280,75 €	10,00%
CHAUFFAGE	15 452,78 €	Fonds vert	8 561,50 €	20,00%
ISOLATION PLANCHER BAS	10 622,32 €	CEE	À définir	0,00%
MAÇONNERIE GROS ŒUVRE	2 614,10 €	Autofinancement	14 965,25 €	34,96%
ENEDIS	1 326,00 €			
AUDIT ENERGETIQUE	630,00 €			
REPRISE COUVERTURE	1 934,08 €			
TOTAL	42 807,50 €	TOTAL	42 807,50 €	100%

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- APPROUVE le projet et son plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus,
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions référencées dans le plan de financement,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette opération.

(votants : 9 exprimés : 9 pour : 8 contre : 0 abstention : 1 Anthony Jegou)

Marina Pamplona : Le fonds de concours a été demandé à la CCLB.

ALC : Pour le financement du Département, tant que le dossier n'a pas été déposé sur la plateforme, les travaux ne peuvent pas être commencés. Mais ça va aller très vite, car si l'on dépose le dossier prochainement, nous aurons la réponse d'ici un mois et demi. Bien entendu, le fait de m'autoriser à solliciter des subventions en amont n'engage pas les travaux.

4. OBJET : MAISON NABONNE : TOIT DE GASCOGNE

Monsieur le Maire rappelle que depuis 2009, la commune est propriétaire de la Maison Nabonne, cours de la République, cadastré section AH n°108 pour une contenance de 485 m². Ce bien communal se trouve dans un état très dégradé : la qualification de friche de centre bourg est caractérisée. Ainsi, le bien apparaît adapté pour accueillir un projet de reconstruction à vocation d'habitat intergénérationnel, qui présenterait le double intérêt de traiter la friche et de proposer une offre en logement adapté et qualitatif sur la commune.

Monsieur le Maire rappelle que DOMOFRANCE et TOIT DE GASCOGNE sont 2 bailleurs intéressés par ce projet. Il est donc préférable de ne pas délibérer ce soir et d'étudier les différentes modalités proposées par les bailleurs.

MP : Il conviendra aussi de proposer une rencontre avec l'EPFL pour voir où on va dans les éléments à conserver et démolir.

Claire Labat, Mikaël Bernadet et Chantal Ferrando entre dans la salle du conseil.

5. OBJET : VENTE À DOMOFRANCE DE LA PARCELLE AI 128

Monsieur le Maire précise qu'il est préférable de ne pas encore délibérer sur ce point.

Claire Labat : Il était question d'une proposition afin de céder une bande de terrain.

ALC : Nous allons attendre de voir à qui on la cède.

6. OBJET : FÊTES ET CÉRÉMONIES

Monsieur le Maire indique qu'il est demandé aux collectivités territoriales de justifier auprès du Trésorier de l'utilisation des fonds publics par une délibération de principe détaillant les principales caractéristiques des dépenses à mandater au compte 623 « Fêtes et Cérémonies ».

Monsieur le Maire propose d'imputer au compte 623 « Fêtes et cérémonies » les dépenses engagées dans le cadre d'évènements organisés par la Commune, telles que défini ci-après :

- Les gerbes de fleurs, plantes vertes, fleurs coupées ou en pot et corbeilles de fruits
- Les trophées, coupes, médailles et récompenses pour concours et compétitions diverses
- Le nécessaire aux vins d'honneur, cérémonies, réceptions, fêtes locales (alimentation, boissons, apéritifs et matériels divers)
- Repas
- Animations diverses (feux d'artifice, cinéma, spectacles, médiathèque, décorations de Noël...)
- Cadeaux aux centenaires et jeunes mariés de l'année, bons nouveau-nés

Où l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal,

● DECIDE d'imputer à l'article 623 « Fêtes et cérémonies » les factures concernant les dépenses suivantes :

- Les gerbes de fleurs, plantes vertes, fleurs coupées ou en pot et corbeilles de fruits
- Les trophées, coupes, médailles et récompenses pour concours et compétitions diverses
- Le nécessaire aux vins d'honneur, cérémonies, réceptions, fêtes locales (alimentation, boissons, apéritifs et matériels divers)
- Repas
- Animations diverses (feux d'artifice, cinéma, spectacles, médiathèque, décorations de Noël...)
- Cadeaux aux centenaires et jeunes mariés de l'année, bons nouveau-nés, PACS

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Le vote de cette délibération est une demande de la Trésorerie, car la dernière date de 2014.

7. OBJET : BUDGET COMMUNAL : REMBOURSEMENT PAR LE SIVOS DES CHARGES D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCOLE MATERNELLE

Monsieur le Maire indique qu'il est peut-être préférable d'attendre la dissociation du compteur stade/école pour faire une demande de remboursement globale (2023 et début 2024). Il est donc préférable d'en discuter ce soir mais de ne pas encore délibérer, et attendre la dissociation des compteurs.

PL : Le compteur sera situé dans la buvette car il doit être obligatoirement situé à 30 mètres.

8. OBJET : BUDGET ANNEXE RESTAURANT DU PARC : SIGNATURE D'AVENANTS RELATIFS AU RESTAURANT DU PARC

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers qu'en 2013, la commune de GARLIN s'est positionnée pour acquérir le Restaurant du Parc avec l'objectif de réinstaller une activité de restauration attractive pour les habitants, les salariés et les touristes du territoire.

En 2023, le marché de travaux a été attribué aux différentes entreprises pour un montant total des travaux de 1 672 484,32 € HT (soit 2 006 981,18 € TTC - DCM n° 19 du 04/04/2023)

Concernant les travaux : Monsieur le Maire rappelle que le montant initial des travaux s'élevait à 1 668 543,89 € HT (soit 2 002 252,67 € TTC). Les différents avenants représentent la somme de 65 293,93 € HT (soit 78 352,71 € TTC). Le montant de travaux après avenants est donc aujourd'hui de 1 733 837,82 € HT (soit 2 080 605,38 € TTC), soit + 3,91%.

Concernant la maîtrise d'œuvre : Monsieur le Maire rappelle que le montant initial de la maîtrise d'œuvre s'élevait à 58 000,00 € HT (soit 69 600,00 € TTC). Le montant relatifs aux différents avenants représente la somme de 88 201,17 € HT (soit 105 841,40 € TTC). Le montant après avenants est donc aujourd'hui de 146 201,17 € HT (soit 175 441,40 € TTC), soit + 152,07%.

Mikaël Bernadet : *Les pourcentages relatifs à la maîtrise d'œuvre sont établis à partir de l'enveloppe des travaux.*

Le Maire indique aux conseillers que les projets d'avenants et le tableau récapitulatif ont été envoyés par mail avec le document de séance.

Où l'exposé du Maire et après avoir pris connaissance des projets d'avenant et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **AUTORISE** le Maire à signer les avenants relatifs au marché « travaux » relatif au RESTAURANT DU PARC
- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de se renseigner concernant les avenants relatifs au marché « maîtrise d'œuvre » relatif au RESTAURANT DU PARC

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 11 contre : 1 Anthony Jegou abstention : 0)

ALC : *Nous devrions avoir une subvention de l'Europe (LEADER), à hauteur de 100 000 euros. J'ai défendu le projet la semaine dernière.*

CL : *Quand est-ce que nous aurons une réponse ?*

ALC : *D'ici la fin du mois de mars.*

Anthony Jegou quitte la salle du conseil à 19h45.

9. OBJET : FACTURE DE CHAUFFAGE POUR LE COMITÉ DES FÊTES CHAUFFAGE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en 2023, l'association du Comité des Fêtes a sollicité l'octroi d'une aide financière exceptionnelle dans le cadre de l'organisation d'un loto le 28 janvier 2023 dans la salle polyvalente. Le comité avait engagé des frais de chauffage de la salle (location matériel et carburant). Le conseil municipal avait décidé de prendre en charge 50 % des frais engagés par l'association sur présentation de justificatifs de frais engagés à fournir après la tenue de la manifestation. Le montant de la subvention exceptionnelle s'était élevé à 423,79 € en 2023.

En 2024, l'association du Comité des Fêtes avait prévu de procéder de la même manière. Il avait été convenu de prendre en charge la moitié du montant. Néanmoins, suite à un problème ils ont dû se tourner au dernier moment vers une autre entreprise, qui ne prenait pas les chèques. Monsieur le Maire explique donc que la commune a dû prendre en charge la location du matériel (le comité des fêtes a déjà payé le carburant de son côté). La facture Kiloutou de 1096,00 € HT, soit **1 315,20 € TTC**, a dû être prise en charge par la commune.

Il convient donc aujourd'hui de voir comment procéder :

- Soit la commune prend en charge la totalité de la facture sans demander de remboursement à l'association du Comité des Fêtes >> ne nécessite pas de délibération
- Soit la Commune demande le remboursement de 50% de la facture à l'association du Comité des Fêtes

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal,

- AUTORISE le Maire à se faire rembourser par l'association du Comité des Fêtes de Garlin, 50% des charges avancées, soit un montant de 657,60 €.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

CL : Je me questionne par rapport à cela, car il avait été convenu que désormais les associations demandent une subvention annuelle, qui comprend toutes ces dépenses. Il vaudrait mieux le calculer dans le montant global de la demande de subvention. Il serait donc souhaitable que pour les prochaines fois les associations budgétisent toutes leurs demandes à l'avance.

ALC : J'entends ce que tu dis. C'est une association qui fait beaucoup de choses.

L'année prochaine, nous ferons un courrier à toutes les associations en leur demandant de budgétiser en avance toutes leurs demandes. Si nous n'avons pas de bilans, nous ne donnerons pas de subventions.

CL : C'est déjà ce qui a été demandé cette année dans les dossiers de demandes de subventions avec plusieurs rubriques à compléter : Fonctionnement, Renouvellement projet, Nouveau projet et Investissement afin que toutes les demandes de subventions soient demandées ici et que la commune puisse anticiper les dépenses à inscrire au budget.

ALC : Ce sont de nouvelles procédures, nous ferons mieux l'année prochaine.

10. OBJET : PROJET D'INTÉGRATION DU BASSIN DU LOUTS AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU BASSIN AMONT DE L'ADOUR

VU le code de l'environnement, notamment l'article R. 212-27,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 portant sur la couverture intégrale du bassin Adour-Garonne par des schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

VU l'arrêté interpréfectoral en date du 14 septembre 2004 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin amont de l'Adour modifié par l'arrêté interpréfectoral en date du 4 octobre 2022,

VU la décision de la commission locale de l'eau du bassin amont de l'Adour en date du 27 septembre 2023 d'intégrer du bassin du Louts au SAGE Adour amont,

CONSIDERANT la lettre de saisine adressée par l'État pour solliciter l'avis des collectivités parmi lesquelles la commune de GARLIN,

La disposition A1 du SDAGE 2022-2027 prévoit que l'ensemble du bassin Adour-Garonne soit couvert par des SAGE à l'horizon 2027. Dans ce contexte, l'Agence de l'eau a sollicité le positionnement de la commission locale de l'eau sur l'opportunité d'intégrer le bassin du Louts au SAGE Adour amont à l'occasion de la révision du document et compte tenu de la cohérence hydrographique entre le Louts et le bassin amont de l'Adour, le Louts et l'Adour confluent sur le bassin du SAGE Adour amont. Le 27 septembre 2023, la commission locale de l'eau s'est positionnée unanimement en faveur de l'intégration du Louts au périmètre du SAGE Adour amont, considérant notamment la taille du

territoire à intégrer et l'absence d'enjeux spécifiques sur le bassin du Louts qui ne seraient pas présents sur le reste du bassin de l'Adour.

L'intégration du bassin du Louts au SAGE Adour amont ferait passer le périmètre du SAGE de 4 513 km² à 4 806 km² et de 549 communes à 575 communes, soit l'intégration de 6 communes des Pyrénées-Atlantiques et 20 communes des Landes. En outre, 20 communes de ces départements actuellement partiellement intégrées au SAGE Adour amont seraient complètement couvertes par le SAGE Adour amont du fait de l'extension du périmètre. L'intégration du Louts sera sans effet sur le périmètre du SAGE dans le Gers et les Hautes-Pyrénées.

Sur la base de la décision de la commission locale de l'eau du SAGE Adour amont, et comme le prévoit l'article R. 212-27 du code de l'environnement, les services de l'État ont sollicité par courrier, outre le préfet coordonnateur de bassin et le comité de bassin, les différentes collectivités concernées pour avis, soit les conseils régionaux, les conseils départementaux, l'établissement public territorial de bassin, ainsi que les communes dont le territoire est situé pour tout ou partie dans le périmètre. Les avis seront réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois.

Le Maire indique aux conseillers que les documents relatifs à ce projet ont été envoyés par mail avec le document de séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ DÉCIDE :

Article 1 : De donner un avis favorable à la proposition d'extension du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin amont de l'Adour.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

MP : Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un outil de planification visant à assurer la gestion de la ressource et des écosystèmes aquatiques, à l'échelle des grands bassins hydrographiques. Le schéma d'aménagement de gestion des eaux (SAGE) est une déclinaison locale du SDAGE, autrement le SAGE doit être compatible avec le SDAGE.

ALC : L'extension du périmètre SAGE Adour Amont est indispensable pour pouvoir intégrer le bassin du Louts.

11. OBJET : CONVENTION APGL : AMÉNAGEMENT D'UN PLATEAU SPORTIF SUR LA PLAINE DES SPORTS

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le projet d'aménagement d'un plateau sportif sur la plaine des sports.

Il rappelle que la dépense globale de l'opération a été évaluée à 72 179,00 € HT et des dossiers de subventions ont été déposés (36 589,00 € de l'Etat et 7 218,00 € du Département)

À cette fin, il propose de confier au Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement de l'Agence Publique de Gestion Locale la réalisation d'une mission d'assistance technique et administrative. En effet, Considérant que la Commune n'est pas en mesure de prendre en charge ce dossier mais peut disposer du Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement en temps partagé avec les autres

collectivités adhérentes à ce service,

Monsieur le Maire précise que ceci suppose la conclusion d'une convention avec l'Agence Publique de Gestion Locale, dont il soumet le projet à l'assemblée, lui demandant de l'autoriser à la signer.

Le Maire indique aux conseillers que le projet de convention a été envoyé par mail avec le document de séance.

Ouï l'exposé du Maire et après avoir pris connaissance du projet de convention et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- DECIDE DE FAIRE APPEL au Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement de l'Agence Publique de Gestion Locale pour qu'il apporte une assistance technique et administrative à la Commune pour la réalisation du projet d'aménagement d'un plateau sportif sur la plaine des sports conformément aux termes du projet de convention de mise à disposition ci-annexé.
- AUTORISE le Maire à signer cette convention.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Le projet d'aménagement du plateau sportif est déjà en cours, mais nous devons tout de même le voter, car il n'y a jamais eu de délibération là-dessus.

MP : L'entreprise des Agrès vient le mercredi 3 avril à partir de 9h30 pour effectuer l'implantation précise et définitive des agrès.

PL : En janvier dernier il avait été convenu qu'il valait mieux différer la pose des agrès compte tenu des travaux de l'école maternelle de Garlin. Le passage d'engins à proximité des agrès risque de ne pas être du meilleur effet sur du matériel neuf !

MP : En effet, puis il a été décidé de suite après, pour que le projet ne prenne pas trop de retard et compte tenu des travaux de l'école juste à côté (et du risque que les agrès soient abimés), de modifier le plan initial ? Une réunion sur site s'est tenue le mardi 30 janvier à 15h30 pour réaliser l'implantation des agrès avant la livraison afin de vérifier l'emprise disponible, et en fonction des arbres existants et des travaux de l'école. Je vous transmets les nouveaux plans.

12. OBJET : LA PARTICIPATION AUX COMMISSIONS CCLB

Monsieur le Maire rappelle que lors de la mise en place des Commissions de la Communauté de Communes des Luys en Béarn en 2020 nous avons délibéré pour désigner les conseillers municipaux qui seraient membres de ces commissions pour représenter notre commune.

Fin 2023, l'organisation des commissions municipales a fait l'objet d'une réflexion menée par les membres du Conseil, afin de prendre en compte le retour d'expérience des 3 premières années de fonctionnement. L'organisation des commissions a été revue et la composition de ces commissions a été modifiée et a fait l'objet d'une délibération votée lors du Conseil Municipal du 27 janvier 2024.

En raison du partage de compétences et de la continuité d'action entre la commune et la Communauté de communes, il a semblé utile de revalider la participation de nos élus aux commissions de la Communauté de Communes des Luys en Béarn. Sont à la fois pris en compte les intérêts communs, la capacité de nos élus à disposer de la disponibilité nécessaire pour s'y investir, ainsi que quelques changements intervenus dans la composition du Conseil Municipal.

La consultation individuelle de nos élus a permis de revoir le positionnement de chacun afin d'assurer la plus grande implication possible de notre commune dans les instances de l'intercommunalité et de favoriser les synergies entre les deux niveaux d'intervention de nos élus.

Monsieur le Maire demande l'actualisation de la liste. Il précise qu'aucune délibération sera prise mais qu'il est important de mettre à jour cette liste. La liste définitive est donc la suivante :

1 GESTION DES ZONES D'ACTIVITES ET DU PARC IMMOBILIER D'ENTREPRISES - EMPLOI

Pierre Labrosse - Mickaël Bernadet

2 SOLIDARITES TERRITORIALES ET POLITIQUES CONTRACTUELLES

Claire Labat – Marguerite Vogt

3 ADMINISTRATION GENERALE, FINANCES, PERSONNEL

Anthony Jégou - Joëlle Latreyte-Préchac

4 DYNAMISATION DES COMMUNES RURALES, SERVICES ET COMMERCES DE PROXIMITÉ, ARTISANAT

André Lanusse-Cazalé - Marie-Anne Sommesous - Claude Artigues

5 PATRIMOINE ET RESEAUX

Jean-Claude Tucoulou

6 SENIORS ET SANTE

Francine Lahore – Marie-Anne Sommesous

7 JEUNESSE ET FORMATION

Anthony Jégou

8 PETITE ENFANCE ET PARENTALITE

Marie-Anne Sommesous – Francine Lahore

9 ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ECOLOGIQUE

Mickaël Bernadet - Pierre Labrosse – Marguerite Vogt

10 URBANISME

Anthony Jégou - André Lanusse-Cazalé

11 SPORTS ET LOISIRS

Claude Artigues - Claire Labat

12 ESPACES NATURELS - AGRICULTURE – FORETS

André Lanusse-Cazalé - Pierre Labrosse - Joëlle Latreyte-Préchac

13 TOURISME ET COMMUNICATION

Jean-Claude Tucoulou - Marie-Anne Sommesous

14 HABITAT ET MOBILITES

Francine Lahore – Marie-Anne Sommesous

15 CULTURE

Jean-Claude Tucoulou - Maguy Crocq-Vogt – Claire Labat

ALC : Il suffit que le conseiller municipal qui souhaite participer à une commission fasse une lettre (personnelle) en indiquant à quelle commission il veut appartenir.

Jean-Claude Tucoulou : La liste sera aussi à transmettre à CCLB afin que nous puissions recevoir les convocations. Nous devons tenir compte du travail effectué pour nos commissions.

13. GROUPEMENT D'ACHAT D'ÉNERGIES : ACHAT D'ÉNERGIES 2026-2028

Monsieur le Maire indique que par délibération du 09 février 2017, la Commune de Garlin, avait autorisé le maire à signer une convention d'adhésion au marché d'achat d'énergies des syndicats d'énergies de Nouvelle-Aquitaine. Il précise que la Conseillère en Energie Partagée de Territoire Energie 64 a indiqué que ce groupement de commande pour l'achat d'énergies, de travaux/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique est constitué pour une durée illimitée.

La commune n'a donc pas besoin de redélibérer. En revanche, il convient pour la commune de compléter, avant le 31 mars, l'espace renouvellement en ligne (sur Deepki) pour pouvoir continuer de bénéficier de cette démarche mutualisée. Le marché sera lancé prochainement.

À ce jour, il est impossible pour TE64 de nous donner les tarifs de l'énergie au 1er janvier 2026 (ils auront le BPU final pour la fourniture 2026 en fin 2025).

QUESTIONS DIVERSES :

Budget communal :

ALC : Le 25 mars à 18h30, aura lieu la commission des finances.

Nous envisageons d'acquérir et vendre des choses, il faudra faire évaluer la valeur du terrain des ateliers municipaux intercommunaux, ainsi que les deux appartements au-dessus de la maison médicale. Maguy peux-tu te charger de faire évaluer les deux appartements ?

Marguerite Vogt : Oui, bien sûr.

ALC : Nous défalquerons le prix de ce terrain à celui de la vente des deux appartements.

Cela fait plusieurs années que le Comité des fêtes et l'APE nous demande un espace de stockage. Le bâtiment situé à côté des ateliers municipaux pourrait potentiellement leur convenir.

La PASSEM passera le 2 mai à 8h du matin. La Mairie s'engage à acheter 1 kilomètre. Nous voterons la même délibération qu'il y a deux ans.

Personnel communal :

Transfert de l'agent de l'agence postale à temps plein à la mairie pour assurer diverses tâches administratives : ok.

Augmentation des heures de la personne qui assure l'entretien des locaux pour désormais aussi assurer l'entretien du pôle administratif : ok

Remplacement d'un agent technique en arrêt maladie : ok.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 20h30.